

# Premières Rencontres de l'Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

Lundi 14 juin 2010  
Ferme D'Antan - 38920 CROLLES

## Compte rendu des échanges

Septembre 2010



Soutiens financiers à ce projet

**RhôneAlpes** Région

*Fondation Lemarchand*

**Réseau ASTRA Rhône Alpes**  
Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes

---

Adresse : Ferme de Belle Chambre - 38660 Sainte Marie du Mont  
[ferme.bellechambre@wanadoo.fr](mailto:ferme.bellechambre@wanadoo.fr)  
Tel. Gerald Assouline : 04 76 71 17 22 // Tel. Jean Paul Barithel : 04 76 08 57 76

## Avant-propos

Lorsque notre réseau a réfléchi à l'opportunité d'organiser ces premières rencontres de l'agriculture sociale et thérapeutique en Rhône Alpes, nous avons plusieurs intentions :

- Donner une visibilité au projet de développement de l'agriculture sociale et thérapeutique soutenu par la Région Rhône Alpes et la Fondation Lemarchand ;
- Afficher les objectifs que nous nous sommes fixés, à savoir: élargir, consolider et formaliser un réseau qui mobilise les acteurs concernés par l'agriculture sociale et thérapeutique dans notre région et fonctionne comme pôle ressources, à disposition de ceux et celles qui ont besoin :
  - . d'informations sur les capacités existantes de l'accueil social et thérapeutique rhônalpin, sur les conditions de création de nouveaux projets,
  - . de formation et d'acquisition de compétences, en matière d'accueil social et thérapeutique en milieu agricole,
  - . d'échange avec des acteurs porteurs d'expériences qui peuvent enrichir nos propres projets dans notre région et en Europe.

La tâche est ambitieuse, il faudra plusieurs années pour la mener à bien, mais l'énergie et la motivation sont là !

Cette énergie, nous l'avons ensemble ressentie lors de cette journée du 14 juin.

La teneur et la qualité des débats, retranscrits dans ce document, l'illustrent.

Il y a une volonté qui s'est exprimée de faire en sorte que cette agriculture sociale soit reconnue en tant que telle, pour sa capacité à régénérer nos régions rurales, à proposer d'autres solutions d'accompagnement des personnes souffrant de handicaps sociaux, mentaux, psychiques, qui permettent à terme de les sortir de l'exclusion sociale où elles sont reléguées.

Il y aura bien sûr d'autres rencontres de l'agriculture sociale et thérapeutique en Rhône Alpes, vous y serez associés.

A présent, nous mettons en place les outils qui vont nous permettre de rester en contact : le site internet en cours de création va rendre accessible les documents déjà produits, l'inventaire de l'accueil existant dans la région ainsi qu'un forum d'expression. En attendant que des réunions soient organisées avec vous dans les départements...

Un dernier mot enfin, pour vous remercier de votre participation à cette première journée, de votre soutien et de cette envie partagée d'aller de l'avant, ensemble.

*Gérald Assouline et Jean Paul Barithel*  
Co-coordonateurs du Réseau ASTRA Rhône Alpes  
Agriculture Sociale et Thérapeutique en Rhône Alpes  
Septembre 2010

## Table des matières

1. Interventions politiques	p. 4
2. Synthèse sur les expériences en Europe	4
3. Débats sur les expériences en Europe	5
4. L'accueil social à la ferme	7
5. Quelles compétences pour l'accueil social à la ferme ?	8
6. Les structures d'insertion face aux contraintes financières et au marché	10
7. Au-delà de l'accueil social à la ferme, que se passe-t-il ?	11
8. La pertinence de la construction du réseau de l'agriculture sociale et thérapeutique en Rhône Alpes	13

## 1. Interventions politiques

### Intervention de M. BROTTE, Député maire de Crolles :

Il soutient toutes les associations, toutes les activités créatives qui amènent bonheur et joie.

L'épanouissement des personnes passent par ce type d'activité.

Il va contribuer et aider les personnes qui soutiennent les projets concernant les personnes handicapées et personnes déficientes.

Il souhaite d'excellentes premières rencontres.

### Intervention de Mme GIRAUD, Conseillère régionale :

Elle représente la Région. Pour faire avancer le projet : révision à mi-parcours, révision à 2003.

L'Agriculture n'est pas à part mais replacée au cœur du projet.

- Contrat d'objectif
- Pont de levier sur notre vie sociale
- Entre les lois, les compétences et moins d'argent : 15 000 000 € de moins avec plus de charges obligatoires.
- vote de délibération en 2005
- remise à nouveau
- 25 mesures ont été prises pour accompagner les réseaux. Par exemple : l'Accueil Paysan. Ce sont des acteurs importants pour le développement agricole et le développement territorial.
- Pour l'instant il y a encore séparation entre santé, alimentation et production agricole.
- Société solidaire : c'est la totalité du programme qui est intéressant.
- Mais il faut toujours compter et en plus avec des équations à plusieurs inconnues.

## 2. Synthèse sur les expériences en Europe

### Intervention de M. PEZZATI et M. GOFFREDI (Cooperativa Il Forteto, Italie):

Ils vivent dans une coopérative depuis 1977.

Accueil depuis 30 ans, permis d'accueillir 300 adultes et 300 enfants (ne travaillent pas), accueillis par les familles de la communauté.

But et objectif : donné la possibilité et de vivre et de travailler dans l'agriculture plus tard.

Elevage de vaches à viandes, fruits et fromages.

Des personnes travaillent comme salarié (viennent de l'extérieur).

C'est un choix de vie et de vivre en communauté. On peut accueillir dans le bénévolat.

### Intervention de M. Wouter JOOP (Expert, Pays Bas):

Au Pays-Bas, développement très tôt des fermes d'accueils thérapeutiques. Même au niveau politique cela a été pris en compte et est devenu un instrument d'appui.

Fonction d'exploitation agricole familiale et sociale.

Développement déjà acquis, il faut céder la place à des Fermes au niveau régional (et non national comme cela existe).

Il y a différentes formes de Ferme :

- structure coopérative
- structure familiale : accueil social

Augmentation importante des chiffres depuis 1997, croissance d'abord individuelle.

Diversité dans le public et l'activité agricole et dans la taille des structures qui accueillent.

42 % -- handicap mental

20 % -- Addiction

10 % -- enfants et adolescents en difficulté

10 % -- personnes âgées

3 % -- handicap physique

15 % -- autres

Il y a entre 12 et 15 000 bénéficiaires de ses fermes.

1997-98 : années charnières (au développement de l'agriculture sociale)

Reconnaissance des deux ministères (agriculture et social-santé)

.....  
Le système de qualité pour un meilleur accueil social mais il faudrait mettre en avant la qualité et les effets thérapeutiques de l'activité agricole.  
Cela doit faire partie de l'éthique.  
10 centres de formation qui enseignent l'agriculture sociale depuis 1981.  
Projet : comment développer l'élevage des vaches en respectant l'environnement et la qualité de l'eau.

### **3. Débats sur les expériences en Europe**

Pascal Tavernier :

En Italie, et plus particulièrement en Toscane, où il y a 100 coopératives. Est-ce les coopératives sont toutes de grande taille semblables aux Pays-Bas ?

Toscans :

Non, il y a beaucoup de diversité concernant les tailles des coopératives et les prises en charges.

Jean-Paul Barithel (Bellechambre):

Dans ces deux pays présentés, au niveau financier, les choses sont pensées. En Hollande, comment associer le travail agricole qui est à faire et l'accueil des personnes handicapées ou en difficulté qui est déjà un travail en soi. Deviennent-ils « clients » quand ils reçoivent l'argent de l'état ?

Wouter Joop :

Il sait que le mot « client » provoque beaucoup de remarques :

Les clients sont toutes les personnes prises en charge, des personnes ayant besoins de soins, ils ont un taux de handicap reconnu, on leur donne de l'argent en fonction de ce taux de handicap, ils négocient des journées dans des lieux thérapeutiques.

Au début, les services et les soins étaient une faveur, maintenant c'est devenu un droit pour que la société supporte ce besoin. La société regarde comment l'argent est utilisé et si les clients ont l'air satisfait.

Les Fermes sociales sont obligées de fournir une qualité, la sympathie n'est pas suffisante.

Jean-Paul B:

Ils arrivent dans les fermes vers quel âge ? et restent jusqu'à quel âge, jusqu'à quand ?

Wouter J :

Ils vont dans les Fermes Sociales pour différentes raisons : avoir plus d'autonomie, plus de responsabilité.

Il y a une évaluation, un objectif de ce que la ferme peut fournir comme activité, travail aux clients.

Le contrat entre le bénéficiaire et la Ferme est supervisé par l'état : il existe une évaluation constante entre les deux parties pour évaluer ensemble → c'est l'équivalent des projets individuels, voir ce qui peut être évolué.

→ Développement de l'apprentissage est un objectif.

Jean-Paul B: Quand l'objectif est atteint, ils partent vers d'autres Fermes ? c'est le client qui choisit ?

Wouter J :

Ils peuvent rester ou ils peuvent partir. C'est le bénéficiaire qui choisit si il veut rester ou partir.

Alain Poncet (Solid'Action, Cocagne):

« Solidaction » a fait partie des rassemblements de SO FAR :

→ C'est bien de prendre exemple sur les deux pays.

En votant une loi, on règle massivement le problème de l'hébergement social, cela ne coûte rien à l'état. Il y a un droit à l'hébergement. Le résultat économique, c'est qu'ils ont réussi à héberger tout le monde.

En Italie, les coopératives n'intègrent pas les publics en plus grandes difficultés. Mais grâce à un énorme dynamisme économique, ils arrivent à intégrer un maximum de personnes en difficultés. Attention, pour les personnes en grandes difficultés, il y a peut être des limites.

Marie-Noëlle Claraz (Conseil Général):

- L'Evolution du cadre réglementaire est nécessaire.

On est en mode projet, cela existe déjà dans les politiques urbaines, on pourrait prendre exemple.

Utiliser le décloisonnement institutionnel comme pour la politique de la ville.

→ Voir la possibilité de liens avec les entreprises privées.

→ la loi : le droit à l'hébergement, droit à l'évaluation, à la formation.

Il est nécessaire de mettre en place une évaluation rigoureuse avec formation qu'on attend aujourd'hui.

On ne l'a pas dans nos caisses à outil, il faut tout créer.

Y-a-t-il des fonds privés qui sont possibles, police d'assurance ?

Toscans :

L'assistance en Italie est un droit. La loi récente est un plus par rapport à ce qui a existé avant.

L'agriculture sociale est une option possible (il en existe d'autres). C'est la réponse la plus efficace par rapport à l'intégration mais pas toujours possible. Les publics accueillis en Italie sont variés :

Handicap physique, mental. Chacun peut trouver une solution, il y a aussi des prisonniers qui terminent leur peine. Tous les niveaux peuvent être accueillis.

Catherine Bibollet (Bellechambre):

J'ai l'impression que c'est plus naturel dans les deux pays. En France, on regroupe les personnes avec les mêmes difficultés dans un même lieu et ensuite plus tard on se demande comment on va les réinsérer dans la société. Alors que les deux autres pays comme Italie et Pays bas, le handicapé ou la personne en difficulté est directement accueilli dans les fermes.

Il y a toujours une solution.

Toscans :

Le fait d'accueillir dans une entreprise qui fonctionne, c'est très stimulant (on a dépensé trop d'argent pour rien).

#### 4. L'accueil social à la ferme

Sylvie Robert (FN CIVAM) :

L'accueil social à la Ferme : Accueil Paysan fait un travail de proposition pour faire évoluer la loi et la définition de l'agriculture / social. Le rôle social de l'agriculteur, on le redécouvre aujourd'hui car l'accueil en institution est saturé. Il est nécessaire de prendre en compte tous les aspects pour défendre l'élargissement du terme de l'agriculture. (Changer ou créer des mots). Les débats tournent essentiellement sur les polices d'assurance, les finances. Elargir les débats : Qu'est ce qu'on veut en agriculture ? Toutes les propositions ont été bottées en touche au Sénat et à l'Assemblée nationale.

Il est nécessaire de décloisonner au lieu de mettre ces personnes en institution.

Avoir un collectif, en élargissant les groupes : car pour l'instant on se bat à deux réseaux, on a du mal à faire évoluer la définition de l'agriculture ; Il y a aussi une question de « terme » à rajouter dans le langage de l'agriculture. Souvent lors des réunions, les conversations se limitent aux assurances, aux financements, à l'argent. Il est assez urgent de revoir la définition de l'agriculture. En ce moment, c'est l'agriculture d'exportation qui prime.

Sylvie R :

- proposer d'autres modèles d'agriculture.
- Diffuser l'information sur l'agriculture sociale et thérapeutique à tous les publics.

La formation : mise en place de formation : par exemple, dans le massif central, il existe déjà un centre de formation.

Il serait nécessaire de faire un travail pour que cette formation soit homologuée (pour agriculteur).

Proposer des formations, ou des modules mais pour l'instant on a du mal à sortir des cadres, il est nécessaire de ne pas rester entre nous, diffuser largement l'information permettra aussi de rassembler les réseaux ; plus on sera nombreux, plus on aura d'impact au niveau politique (car il y a déjà deux lois qui se sont fait refuser à l'Assemblée Nationale).

La formation est une voie d'entrée avec l'espoir à moyen terme que l'on pourra sortir quelque chose, au minimum des modules dans le programme déjà existant dans les formations agricoles ; au maximum la mise en place d'une formation complète et reconnue.

#### Le CFPPA St Ismier: Forme des adultes

D'ici un ou deux ans, on pourra sortir des modules de formations à placer dans les programmes déjà en place. Voir même une formation qualifiante.

Tous les travaux sont à mettre en place en même temps.

#### Salle : Accueil Paysan :

Accueil social non conventionné, non exprimé.

Cela amène une demande, une réflexion, une formation. Cela fait peur, alors que s'il y a mise en place de formation avec une approche du cahier des charges. Quelque chose de bien organisé, pour que l'exploitation étant solide, puisse apporter une base à l'accueil social.

Notre force c'est que l'on travaille en réseau et plus on s'affirme, plus on a du poids au niveau du ministère. L'Isère a servi de cobaye (précurseur) par rapport à cette démarche.

Utilisation des forces vives, le fermier actif a sa place et a des compétences.

#### Eliane Genève (Accueil Paysan):

L'agriculteur doit vivre de son travail.

## **5. Quelles compétences pour l'accueil social à la ferme ?**

#### Catherine Bibollet

L'accueil n'est pas une agriculture de diversification.

Tout existe, que ce soit du côté agricole ou du côté éducatif, et il faut se battre pour faire un lien entre les deux. Pour des agriculteurs qui vont accueillir des personnes en difficultés, la personne a sa formation agricole et une personne qui sort d'une école d'éducateur vice versa. Une personne qui est dans l'éducatif et qui veut passer à l'agriculture, qu'elle puisse choisir son type de production.

#### Jean Paul Barithel

Nous on s'appuie beaucoup sur les compétences du monde agricole pour ça en leur demandant de nous apporter des référentiels qui nous servent nous après.

#### Catherine Bibollet

C'est pas tellement des agriculteurs thérapeutes, ce sont des personnes capables. Mon travail c'est d'avoir les gens avec moi et de les accompagner dans le travail, et d'être assez formée au niveau éducatif pour adapter mon travail. Et pour que ça se passe bien en fromagerie, il faut que tous mes soucis techniques soient réglés et quand elles arrivent dans la fromagerie, moi je suis disponible pour les accompagner. Je ne les soigne pas mais j'ai assez de connaissances pour pouvoir les prendre en charge dans le respect de leur personnalité. Chacun a un objectif, un projet, moi étant tranquille du côté technique parce que je maîtrise, je peux en permanence me rappeler leur projet personnalisé et l'articuler avec le projet général de Bellechambre.

#### Pascale Francillon (APFI)

Je travaille avec Catherine à l'APFI. Quand je vous entends parler de mettre les agriculteurs dans leur rôle, je pense que pour accueillir des gens en difficultés, on ne peut pas s'en tenir à un simple rôle d'agriculteur, on a besoin d'un minimum de compétences, pas pour soigner mais au moins en termes d'encadrement. Si on veut que l'activité agricole soit viable, on est obligé d'être d'être bon et pour accueillir et pour produire. Je ne vois pas comment on peut séparer les deux, sans rentrer sur le plan technique du soin.

#### Jean-Paul Barithel

C'est simplement de dissocier dans les intervenants. Ça fait 15 ans qu'on travaille et quand on recrute, on recrute des agriculteurs. On ne leur donne aucune formation spécifique sur l'accompagnement et assez naturellement on a fait l'observation que c'étaient des gens tout-à-fait aptes et compétents et aidants pour ces personnes. Effectivement au fil du temps ils vont acquérir une compétence mais qui

est liée à l'expérience, ce qui est une bonne chose. Je n'ai rien contre la formation, mais je suis convaincu qu'il faut les deux. Nous on a fait un choix, c'est celui de dissocier l'intervention des personnes qui sont amenées à encadrer les gens qu'elles reçoivent. Quelqu'un qui accueille des personnes en difficultés, qui est seul dans sa ferme ou qui a une petite structure, c'est une chose d'accueillir une personne 24h/24 ou même à la journée sans avoir derrière elle une équipe qui est capable d'intervenir ou qui est capable d'apporter justement ce que la personne n'a pas, ce qui est votre cas je pense. Vous, vous avez derrière toute une infrastructure médicale importante comme nous on peut avoir aussi, mais nous sommes des institutions, ce qui est différent du cas de l'agriculteur qui accueille quelqu'un, qui va être dans des situations difficiles, parfois violentes et là, il est important d'avoir quelques notions, quelques liens pour pouvoir dire là je suis toujours dans ce qu'on m'a demandé, c'est-à-dire dans le cadre de ce pour quoi j'accueille la personne et puis là je suis sur le fil rouge et il ne faut pas que j'aille plus loin, il faut que je me fasse aider, il faut que je sois capable d'appeler quelqu'un parce que je ne m'en sors plus. Parce que ça peut très vite retomber sur des personnes qui sont sur « le fil du rasoir », de basculer vers des situations critiques dont on ne peut pas se sortir.

### Gérald Assouline (QAP)

Par rapport à ça, on peut tout-à-fait accepter le fait que des agriculteurs, pour se diversifier, fassent de l'accueil. Il n'y a pas de honte à ça sachant que c'est le principe de base d'un agriculteur qui est dans la production agricole et qui a envie de se diversifier dans l'écotourisme, on ne va pas lui dire reste dans l'agriculture. Par contre, cette diversification-là il faut l'accompagner, que ce soit pour de l'écotourisme ou pour de l'accueil de personnes en difficultés. Il faut bien réfléchir à quelles compétences doivent être transférées, partagées pour des agriculteurs individuels qui ont envie, pas simplement pour des questions d'argent, mais qui ont envie. Cette envie existe, il y a une partie des agriculteurs qui ont envie d'aller dans cette direction là parce qu'ils sont convaincus que partager leur expérience agricole, c'est bon pour des gens en difficultés. La question c'est que ça ne suffit pas d'avoir envie et Jean Paul là dessus a 100% raison, il ne s'agit pas d'être un thérapeute, par contre il s'agit d'être outillé pour être en alerte. J'ai une question à la fois pour Bellechambre et pour Cocagne : que deviennent les gens après ? 20% retournent à l'emploi dans le système actuel, et les 80% vont où ? Autrement dit, la question c'est l'articulation de ces deux types d'initiatives à autre chose autour.

### Accueil Paysan

Moi je voudrais revenir sur le rôle de l'agriculteur. J'ai l'impression que pour certains, on est des cons...Le paysan il est dans la nature, il est à l'origine de quelque chose qui se construit au jour le jour, c'est un créateur de vie. Il fait reproduire les animaux, les plantes. Et qu'est-ce que mieux qu'un créateur de vie, est-ce qu'il n'est pas en mesure de redonner à des gens qui sont en difficultés, une certaine vitalité, une envie de revivre. Il faut qu'on se professionnalise, qu'on se forme, qu'on ait un cadre, une rigueur, je suis d'accord, mais quand on voit des enfants, des jeunes, des gens en difficultés qui viennent sur nos fermes, qui regardent ruminer une vache pendant des heures pour des gens qui étaient en déprime, et qui disent après c'est le fait d'avoir regardé cette bête, d'avoir vécu à son rythme pendant une heure ou deux, elle a mangé, elle a ruminé, elle s'est couchée, elle s'est remise debout, je me suis dit mais comment, moi aussi peut-être je peux arriver à retrouver un équilibre. La vie qui est dans une ferme, chez un paysan, c'est quelque chose aux tréfonds de chacun, on a tous envie de cette nature, de retrouver cet équilibre. C'est ça qu'on peut donner même si on n'a pas toutes les compétences techniques, on les a de notre métier si on a cherché à les avoir bien sûr.

### Suzanne Joux (Educatrice)

Je suis coordinatrice d'un réseau de familles d'accueil dans le milieu rural et aussi urbain pour des personnes qui souffrent d'addiction et je rejoins madame quand elle dit que l'agriculteur a un côté thérapeutique et soignant au sens large. Je crois que les personnes qui souffrent d'addictions ont besoin de se confronter à ça pour retrouver du sens à leur vie, par contre je crois à la complémentarité et de l'agriculteur et du professionnel parce que je pense que malgré tout un agriculteur, il y a peut-être des choses pour lesquelles il a besoin d'aide pour appréhender la problématique des gens. Quelqu'un qui par exemple a travaillé dur depuis ses 14 ans la terre, peut par exemple avoir des difficultés à comprendre quelqu'un qui n'a jamais travaillé et qui peut avoir des modèles différents. Donc c'est dans cet accompagnement professionnel des personnes, c'est dans cette complémentarité qu'on arrive à quelque chose.



## 6. Les structures d'insertion face aux contraintes financières et au marché

### Jardins de Lucie

Pour moi, on est à la fin d'un système. On nous impose 30% de production, certains jardins y arrivent, d'autres pas. C'est lié au public, à une professionnalisation, et à la manière de s'ancrer sur le territoire. Ce qui pose problème c'est ce qui reste, c'est les subventions qu'on peut avoir pour l'accompagnement. On a des contrats particuliers ce qui fait qu'on a droit à l'aide à l'emploi (ça représente environ 40%) et après il nous manque entre 30 et 40% selon les endroits, de subventions qui sont des subventions d'accompagnement essentiellement, du conseil régional, du conseil général, de l'État...Et ça, c'est jamais défini. C'est très technique, on va à la pêche. Moi j'ai un jardin de Cocagne qui fonctionne depuis 10ans, quand on regarde les différents financeurs qu'on a eus, on a eu 28 financeurs différents. Ça veut dire qu'aujourd'hui j'en ai 10 mais depuis 10ans ça a changé de secteur, on va à la pêche. Et le problème il est là parce que on nous dit ok vous allez prendre ce public là, on nous définit bien les objectifs qu'on doit avoir mais après on est démuné au niveau financier. C'est comme ça que je le vois, on est au bout d'un système et on ne sait pas ce qu'il va y avoir derrière.

### Alain Poncet

Je partage effectivement ce que dit Muriel. Le problème pour nous c'est pas les 30%, c'est les 70% qui sont normalement prévus pour ces publics.

Nous sommes des prestataires de services pour des organismes publics qui décident de sous-traiter.

La logique est complètement différente, entre le subventionneur d'une activité dans laquelle effectivement il croit et la prestation de service dans laquelle je suis donneur d'ordre, ma relation elle change, c'est aussi soumis au résultat et si ce résultat n'est pas avéré, l'argent n'est pas censé rentrer dans les structures.

Le modèle va changer, on ne sait pas bien vers quoi il va évoluer. On avait pensé à un moment donné à nous tourner plus vers le financement privé. Tout ça reste aujourd'hui à définir et on a peu de visibilité sur ce que ça peut donner à échéance.

### Gérald Assouline

Par rapport à ce que tu dis sur l'appel à projet, est-ce que ça veut dire que aujourd'hui ou demain, des jardins de Cocagne vont se retrouver en concurrence avec d'autres structures qui prétendent faire de l'insertion par exemple pour aller capter les financements ?

### XXX

Moi l'appel d'offre ne me gêne pas forcément, ce qui va être mis en jeu c'est que dans un appel d'offre, qu'est-ce qu'il se passe, c'est-à-dire est-ce qu'il y a un endroit qui va en pâtir, et moi je pense que l'accompagnement, c'est là-dessus qu'il faut vraiment réfléchir. Parce que après le jeu de la concurrence, de toutes façons il existe, on vend nos légumes, nos fromages, on est en concurrence mais après s'il y a un privé (par rapport à un associatif) qui vient ou peut être un autre associatif qui dit moi je peux faire la même chose...comment ça se passe, où sont les limites ? Et encore une fois, le public qu'on accueille, de quoi il a besoin, c'est pas facile à identifier non plus.

### Alain Poncet

Tout à l'heure Gérald tu parlais des financements de l'insertion. La première question est: quel est l'objectif des pouvoirs publics en insertion. Il me semble que ça a beaucoup fluctué. Aujourd'hui, le dogme dominant est celui de l'insertion professionnelle. Il faut à tout prix attirer des gens dans le monde professionnel, sauf que il n'y a plus de travail ou beaucoup moins. C'est vrai qu'avec la crise il y a un vrai problème d'idéologie. Pour des gens comme moi qui sont dans l'insertion depuis très longtemps - je dis insertion mais je déteste ce mot parce que je ne pense pas que ce soit de l'insertion, moi ça ne m'intéresse pas l'insertion, ce qui m'intéresse c'est que des gens qui vont mal retrouvent leur place et je suis absolument convaincu qu'ils la retrouvent par le travail. Les premiers chantiers d'insertion, avant que ça s'appelle comme ça, on avait une mixité des publics, on avait des gens qui n'iraient jamais à l'emploi et on le savait, et aujourd'hui on voit bien, on nous dit de mettre les gens à l'emploi, ce qui est une pure utopie puisqu'on en met quand tout va bien. Ça veut dire qu'il y a 70% des gens qu'on ne met pas à l'emploi. C'est un échec colossal. On se voile la face sur les 70% pour se donner bonne conscience sauf que ces gens là ils ne vont pas à l'emploi. En attendant ils ne vont pas à l'emploi alors c'est l'objectif. Moi je préfère dire qu'à Solid'Action les gars ne sont pas dans la rue, ils

sont en activité et ils participent à la vie économique de leur pays. Et le combat qu'on mène c'est sur la durée sauf qu'aujourd'hui bien entendu dans les lois actuelles, il n'y a pas de notion de durée. Donc le financement découle directement de ce qu'on veut faire au final. Et quand Muriel parlait des choses qui évoluaient et qu'on savait pas trop, ça tourne entre autres autour de cette question. Parce que si on s'incruste réellement dans la crise des gens peu qualifiés, de l'emploi des gens peu qualifiés, il n'y a plus rien donc qu'est ce que vont devenir ces gens peu qualifiés ? De quelle façon les politiques publiques vont répondre aux besoins de ces gens-là ? Est-ce qu'on va enfin pouvoir avoir des activités durables de travail pour ces personnes ou non ? L'exemple italien montre qu'on peut développer des activités économiques durables pour ces personnes sans que ça coûte une fortune pour les collectivités. Donc c'est bien un choix politique que ce que l'on veut faire aujourd'hui dans l'insertion c'est le retour à l'emploi. Donc c'est garder mobilisé dans une hypothétique reprise des gens qui puissent accéder à l'emploi. On sait très bien que quand ils restent plusieurs années sans rien faire ça devient très difficile de les remettre à l'emploi. Aujourd'hui selon moi c'est pas la logique politique.

## **7. Au-delà de l'accueil social à la ferme, que se passe-t-il ?**

Yann Boulon (Jardins de Cocagne)

Pour répondre à la question de Gérald, sur les 70 - 80% de personnes qui n'accèdent pas à l'emploi, nous on a mis en place à St Etienne une structure. L'association est un ensemble donc elle gère 5 dispositifs qui balayent de l'action par le logement, l'insertion et par le travail, donc quand on voit que l'accès à l'emploi bloque pour une personne, on va essayer de trouver, soit en interne de l'association soit en externe avec des partenaires, des solutions qui sont autres que le travail. Ce qui est plus compliqué c'est de valoriser ce travail-là auprès des partenaires qui nous financent la structure. Mais les solutions on les trouve plus facilement aujourd'hui.

Jean Paul Barithel

Nous à partir de 60 ans les gens sont orientés. Alors effectivement pour l'instant on n'a pas encore d'outil. Derrière les 60 ans, après il y a les maisons de personnes âgées, ou la structure où la personne est capable de vivre seule mais si elle était capable de vivre seule elle ne serait pas chez nous avant. L'idéal serait qu'ils puissent trouver une famille d'accueil où il y ait une activité agricole et où ils puissent vivre quelques années comme ça. Effectivement ça pourrait être une petite aide pour l'agriculteur et pour lui ça lui permettrait de continuer sa vie dans un milieu qu'il connaît bien. Ça serait l'idéal mais pour l'instant on n'en est pas là. Aujourd'hui on est encore dans le schéma de : à partir de 20 ans vous êtes adulte, à partir de 60 vous êtes vieux donc vous n'avez plus votre place et un autre va frapper à la porte pour prendre la place. C'est vrai qu'on n'a pas de solution pour les personnes qui sont chez nous et qui pourraient à la limite continuer encore un peu chez nous en diminuant un peu l'activité parce qu'il y en a beaucoup qui tapent à la porte et parce qu'on n'a pas de solution pour après et que donc il faudra trouver une solution plus classique qui va leur plaire ou moins leur plaire. Autrement, s'ils sont vraiment en difficultés, il y aura peut-être l'hôpital psychiatrique avec tout ce qu'on connaît comme difficultés qu'il peut y avoir derrière arrivé à un certain âge.

XXX

D'autant plus que nous avons des personnes que nous accueillons très jeunes et qui passent toute leur vie chez nous et avec un public qui vieillit plus vite. Si quelqu'un de « normal » travaille demain jusqu'à 60-63ans, dans cette population là, à 45ans, il faut déjà trouver des solutions palliatives, c'est-à-dire pour partie de l'occupationnel, pour partie du travail et quelques fois du mi-temps occupationnel, seulement avant d'arriver à une phase complètement libre. Et dans notre structure, nous réfléchissons actuellement, nous avons des difficultés car nous voyons qu'il faudrait que nous créions des foyers pour personnes âgées, vieillissantes et il n'y a pas de crédits actuellement alloués pour ce genre de structures. Ou alors faire changer d'établissement. Hier on avait la fête des foyers, et quand on voit des gens, ils ne demandent qu'une chose, ils souhaitent rester où ils sont. Déjà pour quelqu'un qui se comporte normalement on ne tient pas à le changer démesurément de lieu de vie alors qui plus est pour ces personnes-là. Donc il y a un véritable problème qui se pose et qui se posera d'autant plus que les personnes vieillissent de plus en plus longtemps.

Marie Annick Blondot (Sésame Autisme) :

C'est intéressant de préciser qu'on a vu aujourd'hui des volets très différents de cette agriculture sociale. Le choix d'être accueilli ici et que ce soit en même temps présidé par Bellechambre, ça n'est pas anodin parce que ça montre bien à travers l'histoire de Fabienne : Arnaud il a besoin des deux structures. Il a besoin de Bellechambre où effectivement c'est cadré, et où il travaille et où il a besoin de formation et il a besoin par ailleurs de venir à la ferme d'Antan pour un accueil plus loisir et plaisir. Et je crois que dans l'accueil agricole on a besoin des deux volets et ce ne sera pas du tout les mêmes formations, ni les mêmes agriculteurs. Dans le ressenti, il faut qu'on soit assez clair dès le début en disant qu'il y a des gens qui quand même sont très différents.

Jean Paul Barithel

Par contre un agriculteur peut aussi faire une partie agriculture au sens de l'agriculture qui réclame contraintes et rigueur et peut-être d'avoir un volet dans sa semaine où il peut accueillir quelqu'un et faire un autre type d'accueil. C'est peut-être un peu ça, la diversité qui peut être intéressante pour les agriculteurs, et pour les institutions comme nous et pour la société en général. Dans l'accueil qui va être entendu, ça va nous permettre de nous divertir.

Alain Poncet

En attendant, je pense qu'il y a une articulation très forte et nous à Solid'Action, ce sont des personnes de la rue, aujourd'hui c'est guère possible je l'ai dit tout à l'heure mais on serait très preneurs d'agriculteurs qui seraient prêts à accueillir. Il faut y travailler. Ce serait vachement bien s'il y avait encore plus d'agriculteurs dans la France.

Catherine Bibollet

Même nous à Bellechambre, on aurait des agriculteurs qui accueilleraient certains de nos résidents quelques heures dans la semaine, mais vraiment dans un cadre de travail.

Jean Paul Barithel

Ils auraient une autre relation avec d'autres personnes, parce que comme on disait tout à l'heure, quand on parlait du temps, les personnes peuvent arriver à Bellechambre à 20 ans et partent à 60. Ça fait 40 ans aujourd'hui au même endroit. Alors même si on fait attention à essayer de créer, de se renouveler, de les prendre en charge, de travailler avec eux le mieux possible, on a quand même longtemps les mêmes.

Pour dire que si on avait d'autres ressources, on a essayé, je ne sais plus avec qui je parlais tout-à-l'heure des budgets développement en réseau, c'est-à-dire qu'on a pu mettre à l'intérieur des institutions ???

Mais même à l'intérieur de réseaux médico-sociaux, c'est difficile de faire évoluer les choses. Nous on a pu les mettre en place, parce qu'on a forcé les autres institutions à dire mais si c'est possible on va le faire. Alors après, le faire avec un autre métier qui est celui d'agriculteur, ça nous intéresse tout de suite parce que la sécurité pour la personne qui accueille un résident de chez nous, ça serait de dire : s'il y a un souci, quelqu'un peut intervenir et la personne peut à nous nous amener un regard différent, un autre professionnalisme, un autre rapport à la personne que nous on ne peut pas avoir dans l'institution. Parce que l'institution ça a tendance à figer les choses, les comportements, encore plus avec des personnes autistes.

## **8. La pertinence de la construction du réseau de l'agriculture sociale et thérapeutique en Rhone Alpes**

Mme TRIBILLAC (Conseil Régional) :

On a rencontré les porteurs des projets. (Les réseaux). Supporter les projets, Y-a-t-il évolution au niveau national ?

Y-a-t-il une part du financeur privé ? Par rapport au financeur public ?

Gérald ASSOULINE :

Cette première journée, c'est le démarrage du projet régional.

Débatte de qui fait quoi dans les 8 départements de la région ?

Cette journée est organisée comme un signal pour les politiques, pour dire que les choses bougent.

On travaille sur l'inventaire de tous les accueils et fermes sociales.  
On propose d'organiser des réunions avec des acteurs identifiés dans les régions.  
Aujourd'hui, on marque, on annonce, on délimite ce qu'est l'agriculture sociale.

Le réseau régional, existe-t-il, comment cela va se mettre en place ?

En fin d'année, on aura les idées plus claires sur le fonctionnement du réseau régional.

Il existe d'autres réseaux : Le réseau National FIVAM, Accueil PAYSAN, Ce sont des réseaux très spécialisés, bien identifiés : ils sont plutôt dans l'insertion et la pédagogie et peu dans le thérapeutique. Ce qui manque c'est le croisement entre l'action thérapeutique et l'agricole à un niveau territorial. On s'est donné trois ans pour y arriver. Faire un réseau, c'est OK, mais si ce réseau ne propose pas d'échange d'expérience, ni de formation, cela reste informel.

Le réseau national : c'est un long travail de faire accorder des réseaux existants, tout seul c'est impossible.

Le niveau pertinent c'est le réseau régional, trouver des forces de coordination entre les réseaux, réunions entre les différentes régions.

En Toscane : Le soutien à l'agriculture sociale c'est :

- soutien aux investissements

- Les services sociaux interviennent et proposent un appui aux personnes (proposé à telle personne en difficulté une structure adaptée).

En Hollande : Il y a un dispositif différent : Chaque personne en difficulté a son budget alloué, cela lui permet de choisir son lieu d'accueil et de travail. Le côté moins bon, c'est que les personnes en difficultés font du Zapping. C'est le travers de ce système.

M. VIRICEL (Société LAROCHE) .

Il trouve pertinent de structurer au niveau régional.

Il travaille pour une association qui accueille des malades psychiques, il note l'importance de la région. Ex : ARCE (Autorité régionale de santé), interlocuteur obligé pour ce type de population.

Au niveau des financeurs : Association gérée à la fois par le conseil général (côté social) et la DASS (côté activité de travail).

Les deux systèmes se ressemblent.

En Italie :

Pas de financeur privé, ou des projets très particuliers. L'Etat finance les projets sociaux.

Wouter J :

Principalement financé par l'état, sauf projets particuliers.

Solid'Action :

A Turin, Fiat a financé et mis en place une énorme bibliothèque sur le thème de la toxicomanie et addiction et Alain Poncet pense que l'entreprise n'a pas financé que ça. Cela profite à certaines coopératives.

On s'exprime pour faire avancer le cadre réglementaire. (Exemple : Si un agriculteur accueille une personne au RSA, il est passible d'une peine d'emprisonnement)

Marie-Noëlle CLARAZ (Conseil Général):

Tout le monde doit avancer vers le haut, il y a les financeurs, les agriculteurs, les institutions, les structures, chacun a ses règles. La sécurité du public confié est très importante. Nous sommes tous concernés.

Attention définir l'Accueil, la sécurité de l'Accueil. Les personnes qui sont fragilisés, la petite enfance maltraitée, on veut une sécurité dans l'Accueil et une professionnalisation.

Jean-Paul Barithel:

La notion de référence est importante mais n'existe pas encore. Savoir à qui s'adresser. Cette personne qui fait le lien peut amener des éléments de sécurité à l'agriculteur.

Catherine BIBOLLET :

Le Professionnalisme est nécessaire du côté agricole tout comme du côté thérapeutique. Il y a une structure d'exploitation agricole avec des spécificités qui sont indispensables. La structure agriculteur doit exister et l'accueil social doit être professionnel. L'un n'empêche pas l'autre.

#### Gérald Assouline

Ça n'est pas une mince affaire car certaines initiatives sont très reliées les unes aux autres, très en réseau, puis d'autres types d'initiatives qui sont plus isolés. Et donc l'idée est de collecter les deux types d'informations. Une fois qu'on aura fait ça, l'idée c'est d'organiser des réunions au plus proche de la réalité dans chacun des 8 départements. L'inventaire a prétention à couvrir l'ensemble des 8 départements de la région et à la fin de l'année, l'objectif est de pouvoir tenir une réunion par département avant la fin de l'année, pour expliquer, pour savoir ce qu'il se passe, pour faire du lien, car le lien n'existe pas vraiment. Avant que le projet SoFar existe, SA et BC sont à 10 km l'un de l'autre, dans le fond, ils se rencontraient assez peu. Ce projet est là pour créer un cadre qui permette un croisement.

#### Sylvie Robert

Ce projet là nous parle forcément au niveau Civam, d'une part parce qu'au niveau de Civam, on travaille quasiment à l'équivalent au niveau de 4 ??? du plateau central, d'une région montagneuse du Massif Central. Il se trouve que pour nous, l'accueil social dans la configuration actuelle est complémentaire de l'activité de moyenne montagne, qu'on mène aussi un travail sur l'agriculture de moyenne montagne et que ça va ensemble. Il me semble qu'un rapprochement en perspective de nos travaux respectifs ne peut que faire du bien. On travaille également à un référentiel de compétences sur la combinaison agriculture et accueil social pour savoir comment les agriculteurs peuvent faire pour aller vers de la professionnalisation, sans que ce soit un carcan car quand on mène nos enquêtes auprès des agriculteurs accueillants dans le massif central, on l'entend partout. On nous dit, que ce soit nos adhérents ou ceux d'autres réseaux ou ceux d'aucun réseau, ils nous disent : « la professionnalisation sans doute, par contre attention n'allez pas encore nous formater un truc. Parce que c'est bien sympa de parler de formations, de règles, de cadres, par contre attention à ne pas encore nous pondre un truc avec ??? illimités. » On a bien entendu donc on essaie d'être prudent de ce côté là et de proposer quelque chose de souple, on n'a pas du tout terminé encore notre proposition. C'est pour ça, c'est un travail qui se met en parallèle dans le Limousin, Midi Pyrénées et le Massif Central.

#### Gérald Assouline

C'est sûr qu'il faut qu'il y ait de l'échange intense, cela étant, je suis prudent par rapport au montage d'usines à gaz. Nous, on est loin d'avoir balisé le terrain en Rhône Alpes. Le lien est fait et puis il va se développer mais d'un autre côté, attention à ne pas créer de structures trop lourdes qui vont nous pomper l'énergie qu'on pourrait dépenser au plus près parce que je pense que dans une première étape, il faut travailler sur la proximité et je pense notamment à ce que tu dis sur les référentiels de formations. Ma réaction en t'écoutant : 1) c'est important et 2) n'allez pas trop vite, pourquoi, on a un projet. Solid'Action, Bellechambre et moi, on est engagés dans un projet européen à trois ans avec 6 ou 7 pays sur la question des parcours de formations en AST. On est loin d'avoir abouti. Là pour l'instant on en est simplement à faire l'inventaire des besoins de formations sur les fermes, en demandant au personnel des fermes quels problèmes ils rencontrent et comment ils se voient les résoudre sans faire de formation. Donc là on est en train de faire cette auto-évaluation des besoins de formations. Donc j'ai envie de vous inviter, pas forcément à ralentir, mais à ne pas aller trop vite par rapport à ça. D'abord parce qu'il se passe des choses qui vont venir nourrir votre réflexion. Nous de fait on est un peu lents, mais parce qu'on va au plus près des préoccupations sur les structures, et à l'échelle de 7 pays. Du coup ce sera une masse d'infos intéressantes pour vous. C'est vrai qu'on ne peut pas tout synchroniser, mais d'un autre côté j'ai tendance à dire, sur ce truc là il ne faut pas aller trop vite parce qu'on risque de figer des choses alors qu'on est en plein développement, qu'il y a plein d'expérimentations, quelles leçons on tire de l'expérimentation... Si on va trop vite, on fige les trucs et on risque de ne pas tenir compte de choses qui émergent. C'est une réaction spontanée.

#### Sylvie Robert

Je dis simplement qu'on a des choses à mettre en commun dans la mesure où le travail au plus près on le mène actuellement en Massif Central. Ça passe par des enquêtes auprès des agriculteurs adhérents de nos réseaux ou pas, donc je serais assez curieuse qu'on mette en commun et en parallèle nos questionnaires d'enquête parce qu'à mon avis il y a à peu près la même chose dedans et que ça n'est pas

la peine effectivement de réinventer autre chose s'il y a peut-être moyen de ne pas gaspiller nos énergies pour justement faire un travail efficace. Parce qu'on se retrouve tous à peu près dans la même chose. On va se reconnaître une sorte d'agriculture qui est bénéfique à tout le monde, après il faut qu'on se mette d'accord peut-être sur des termes, parce que c'est normal, chacun de nos réseaux prend des habitudes de vocabulaire, de fonctionnement. Après il faut harmoniser pour travailler ensemble de manière un peu intelligente. On y arrive bien avec Accueil Paysan, je ne vois pas pourquoi on n'arriverait pas à intégrer d'autres réseaux. Voilà, il y a sans doute du travail à faire ensemble plutôt que de courir après.

#### Jean Paul

Je rajouterais un point par rapport à ce que dit Sylvie, il faut savoir qu'au niveau de l'Ivea qui est l'Opca des agriculteurs de la région Rhône Alpes, ils sont très intéressés et ils participent à financer une partie du travail qu'on réalise. On parle certes de ne pas aller trop vite, mais l'Ivea fonctionne aussi dans l'immédiat, il ne faut pas oublier cet aspect là.

#### Sylvie Robert

Tout à l'heure on parlait de financement, vous êtes financés par le conseil régional Rhône Alpes, chez nous c'est la même chose mais des conseillers généraux qui participent aussi à l'échelle du Massif Central. Donc je pense qu'ils ont fait le lien de toutes façons entre ces différents travaux.

On a chacun nos apports qui doivent tous contribuer à faire reconnaître l'AST. L'idée est de ne pas gaspiller nos énergies respectives et que l'on travaille ensemble en bonne intelligence, que les travaux des uns puissent nourrir ceux des autres.

#### Jean Paul Barithel

C'est pour ça que c'est important de démarrer sur qui fait quoi et accueille qui, parce qu'en partant de ça, forcément ça évitera de partir de n'importe quoi.

#### Mélanie Caron (Accueil Paysan)

On voit bien qu'il y a trois portes d'entrée :

- le volet un peu insertion comme les jardins de Cocagne et Solid'Action avec tout ce qui peut se faire avec un certain type d'objectifs,
- après il y a des structures comme Bellechambre qui en ont un autre, qui ont des salariés, il y a tout un accompagnement avec des résidents au travail
- et après il y a des réseaux comme nous, comme Fabienne a présentés et qu'on retrouve dans les Civam, où c'est des personnes individuelles qui accueillent, où c'est un accueil familial par les familles, où il n'y a pas de salariés qui sont là au quotidien, ça n'est pas le but. C'est une autre porte d'entrée. Et du coup à bien garder en tête parce que effectivement même en termes de formations etc, on n'aura pas les mêmes déclinaisons derrière.

#### Georges Bescher (Conseiller général de l'Isère)

Je suis élu du CG de ce canton mais également président de la commission de coordination territoriale pour l'insertion et pour ça j'y viendrai peut-être parce qu'effectivement, parce que le CG a une compétence qui s'appelle l'insertion. C'était une journée intéressante, d'une part les élus se sont mobilisés, puisque François Brothes, député maire et président de la communauté de communes était là et puis Eliane Giraud (conseillère régionale région RA) ce matin pour nous accueillir. Je pense que c'est quand même quelque chose d'extrêmement important qu'ils soient là par rapport à la problématique posée.